

Fiche Histoire : dates clés

Politique française

Vie Politique Française - Grandes Dates

- 1940 : Armistice (22 Juin) loi constitutionnelle donnant les pleins pouvoirs à Pétain (10 Juillet)
- 1941 : l'Allemagne attaque l'URSS, le PC entre dans la résistance
- 1944 : formation du GPRF (2 Juin)
- 1946 : Discours de Bayeux par CDG
Démission de CDG (20 Janvier)
Constitution de la IV^e République (13 Octobre)
- 1947 : début de la guerre froide
- 1948 : début de l'Aide Marshall (qui s'éleva pour la France à plus de 2.6 milliards de dollars)
- 1949 : l'URSS a la bombe atomique
- 1951 : CECA
- 1954 : « réformette » de la constitution de la IV^e république
défaite de Dien Bien Phu
PMF président du conseil : Accords de Genève (juillet) Le projet de CED est rejeté par les députés français (août) Attentats en Algérie : la « toussaint rouge »
- 1956 : Traités de Rome (CEE, CEEA)
Formation de l'USRAF (regroupant des parlementaires favorables à une politique de répression ferme en Algérie)
Guy Mollet obtient les pouvoirs spéciaux (12 mars) et envoie le contingent en Algérie
Loi-cadre Defferre (juillet) visant à amener les colonies d'Afrique Noire vers l'autonomie puis l'indépendance
Crise de Suez (consacre le déclin des empires Français et Britanniques et la prégnance des deux super-puissances)
Indépendance du Maroc et de la Tunisie (décembre)
- 1958 : Bombardement de Sakiet Sidi Youssef en Tunisie (8 février) => le président tunisien saisit l'ONU
- La crise de Mai : à Alger, une manifestation d'hommage à trois soldats tués du FLN dégénère, le gouvernement général est occupé par la foule. Un comité de salut public est créé réunissant civils et militaires, musulmans et français avec à sa tête le général Massu. ð retour de CDG comme président du conseil. Il est investi des pouvoirs spéciaux en Algérie, des pleins pouvoirs législatifs pour six mois et du pouvoir d'élaborer un projet de constitution
Constitution de la V^e République (28 septembre)
Création de l'Union pour la Nouvelle République (1er octobre)
Elections législatives et présidentielles : CDG président (Debré PM)
- 1960 : Création de l'OAS
- 1961 : Référendum sur l'autodétermination de l'Algérie (janvier)
Putsch des généraux (22 avril)
« Victoire des transistors » : CDG intervient à la TV et à la radio (23 avril) ð fin du putsch le 25
- 1962 : Référendum sur les accords d'Evian (8 avril)
Indépendance de l'Algérie (3 juillet)
Attentat du Petit Clamart (22 août)
Traité d'amitié « franco-allemand » (Adenauer – CDG)
Crise des missiles de Cuba
Motion de censure du gouvernement Pompidou votée par l'Assemblée Nationale (5 octobre) => Dissolution de l'Assemblée (10 octobre) Référendum sur l'élection du président de la république au S.U.D. (automne)
Elections législatives : Pompidou PM
- 1963 : Loi interdisant les grèves surprises et tournantes dans le secteur public (31 juillet)
- 1964 : Création de l'ORTF

Décret qui donne le même temps de parole à la TV et à la radio à tous les candidats à l'élection présidentielle

La France reconnaît l'existence de la Chine Populaire

1965 : Election présidentielle : CDG président (Pompidou PM)

réélection de CDG

1966 : La France quitte l'OTAN (7 mars)

1967 : Guerre des 6 Jours (CDG condamne l'action d'Israël)

Création de l'ANPE (13 juillet)

CDG se rend en URSS

Elections législatives : Pompidou PM

1968 : Condamnation d'étudiants ayant lancé des pavés (5 mai) Nuit des barricades à Paris (nuit du 10 au 11 mai)

Grève générale (13 mai)

La France est paralysée par les grèves durant la fin du mois de mai

Accords de Grenelle (27 Mai) Manifestation Gaulliste sur les Champs Elysées (30 mai)

Loi d'orientation de l'Enseignement Supérieur qui inaugure la réforme universitaire

Elections législatives : Couve de Murville PM

1969 : Référendum sur la seconde chambre et les régions (27 avril) : 52.4% de « non » => CDG quitte l'Elysée

Election présidentielle : Pompidou président (Chaban-Delmas PM)

1971 : Congrès d'Epinay : création du Parti Socialiste dont le président est François Mitterrand

1972 : Démission de Chaban-Delmas (5 juillet) Signature du Programme Commun (9 juillet)

Référendum sur l'élargissement de la CEE (23 avril)

1973 : « Démission » d'Arthur Conte, PDG de l'ORTF (Pompidou reprend l'ORTF en main)

Elections législatives : Messmer PM

1974 : Décès de Georges Pompidou (2 avril)

Premier face à face télévisé des candidats en lice pour le second tour (10 mai)

Election présidentielle : VGE président

Majorité à 18 ans (5 juillet)

Eclatement de l'ORTF, scindée en 4 sociétés (7 août)

Loi Weil sur l'IVG (17 janvier)

1976 : Démission de Jacques Chirac de son poste de PM => Raymond Barre est nommé PM

Jacques Chirac fonde le RPR dont il devient le président

1978 : Discours de Verdun sur le Doubs de VGE préconisant le choix de la majorité aux prochaines élections Opération militaire de Kolwesi (protection de ressortissants français au Zaïre) Elections législatives : Barre PM

Vie Politique Française dans la 2e guerre mondiale

L'histoire est toujours en rétrodiction : elle est revue et corrigée selon les enjeux politiques du moment. Il y a plusieurs visions de Vichy et de la Résistance : - la vision des vainqueurs : la trahison nationale d'hommes passés au service de l'Allemagne. - la défense des vaincus : le double jeu (qui se met en place dès que le sort de la guerre est scellé) - le verdict des archives : la thèse de la protection des biens et des personnes ne tient pas ; face aux traces des échanges confidentiels avec les autorités allemandes la thèse du double jeu s'effondre. Par ailleurs, la version Gaullienne de la France résistante est nettement corrigée. -

l'état du débat : la requalification criminelle et les révisionnismes à partir des années 1970

Durant tout ce temps, les archives françaises sont demeurées largement fermées à la consultation (les historiens ont utilisé les archives allemandes), cette ignorance forcée n'est pas étrangère à la consolidation du mythe « résistancialiste » dans les décennies suivant la guerre tout comme au crédit relatif conféré à la thèse du double jeu.

I- Le gouvernement de Vichy

A- La « Révolution Nationale »

A la fois slogan et programme de Vichy, la révolution nationale est héritée des années 1930 où on a beaucoup parlé de révolution dans les cercles intellectuels, en donnant d'ailleurs au terme les significations les plus diverses. Cette expression, notamment employée par Aron et Dandieu dans un livre de 1933, évoquait une « révolution conservatrice ».

1) L'organisation politique de Vichy

sept. 39 – mai 40 : « drôle de guerre »

mai 40 – juin 40 : débâcle militaire

Juin 1940 : le gouvernement est replié à Bordeaux devant l'avancée allemande. Paul Reynaud, chef du gouvernement, demande au général Weygand (chef de l'armée) de signer une capitulation, celui-ci refuse au nom de l'honneur de l'armée : « le gouvernement a pris la responsabilité de la guerre, à lui de prendre la responsabilité de l'Armistice ». Au sein du gouvernement, la lutte tourne en faveur de l'Armistice. Paul Reynaud démissionne et cède la place au Maréchal Pétain. Malgré la demande d'Armistice du 18 juin, les Allemands continuent d'avancer. Le nouveau gouvernement laisse alors partir quelques parlementaires vers le Maroc.

22 Juin 1940 : l'Armistice est signé par Pétain et Hitler. Les conditions sont draconiennes, « sévères » selon les propres termes du Maréchal Pétain. L'Armistice confirme le pouvoir de Pétain et de ses alliés. Les parlementaires embarqués sur le Massilia pour Casablanca sont désavoués (et certains arrêtés).

10 Juillet 1940 : Le gouvernement désormais basé à Vichy réunit les parlementaires (666 sont présents sur les 852). Ils votent un projet de loi constitutionnelle par lequel « l'Assemblée Nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du Maréchal Pétain, à effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'Etat Français. Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les assemblées qu'elle aura créés. ». Sur 649 votants, 569 sont pour, 80 sont contre et 20 s'abstiennent. 79 des 80 « contre » sont des hommes de gauche. Ceux-ci vont être inquiétés (certains même emprisonnés) et d'autres vont rejoindre la résistance.

Sur la base de cette loi constitutionnelle, une série d'actes constitutionnels sont publiés et une sorte de régime monarchique est institué (du moins dans les apparences du pouvoir). La situation qui l'a porté au pouvoir et son aura de héros de la première guerre font de Pétain un chef charismatique. Un culte de la personnalité est mis en place pour célébrer le « beau vieillard » (chansons, films, tournées populaires, gadgets...) mais surtout dans la zone sud (i.e. la zone non- occupée). Dans le désarroi, une grande partie des français s'en est remise à ce grand-père rassurant. Jusqu'au bout, celui-ci a réussi à détourner l'impopularité du gouvernement sur d'autres que lui. A partir de 1942, avec les exigences allemandes et le retour de Laval (Pétain l'avait congédié le 13 décembre 1940), Pétain perdit la direction effective des affaires. Le mode de gouvernement est très personnalisé : tous les matins un conseil restreint est réuni par Pétain avec des ministres de son choix. La radio de Londres se moque de cette « cour ».

La continuité administrative

La machine administrative a rapidement retrouvé son fonctionnement normal. Les pouvoirs des conseils généraux et des conseils d'arrondissement ont été confiés aux préfets et sous-préfets, assistés de commissions administratives.

Dans l'ensemble, le corps préfectoral s'est fort bien accommodé du nouveau régime. Diverses épurations ont aidé à parfaire cette fidélité politique.

L'hétérogénéité du personnel politique de Vichy

Vichy réunit des hommes de tous horizons : monarchistes, fascistes, politiciens de la IIIe République, hommes de gauche. Leur dénominateur commun est l'anti-républicanisme (la République est pour eux « la gueuse »). Vichy réunit des exclus de la IIIe République : Laval, par exemple, président du conseil en 1935 avait été l'homme impopulaire des décrets-lois, il était convaincu que sa politique avait été bonne et qu'il avait été victime de l'injustice et du mensonge.

2) Un programme politique de « révolution conservatrice » Vichy met en avant sa devise « travail, famille, patrie », en opposition avec la devise républicaine « liberté, égalité, fraternité », république dont l'égalitarisme et l'individualisme sont stigmatisés comme les causes de sa décadence depuis l'entre-deux guerres.

La presse (étroitement contrôlée) dénonce les maux que sont le parlementarisme, la gauche (et surtout le communisme), les intellectuels, le cosmopolitisme, les juifs, les francs-maçons, la dégradation des mœurs... Pétain prône un « redressement moral et intellectuel » et les vraies valeurs (« la terre, elle, elle ne ment pas »). Soumise à la contradiction de la collaboration, l'idéologie nationaliste (« la France aux Français ») se nourrit par compensation d'anglophobie, d'anti- américanisme, d'anti-cosmopolitisme puis d'anti-capitalisme... en

somme de la dénonciation de maux souvent associés aux juifs. A la même époque des déportations avaient lieu.

L'esquisse d'un nouvel ordre politique :

- Suppression de tout ce qui est associé au régime aboli : les partis politiques, les syndicats...
- Procès de Riom : jugement des hommes considérés comme responsables de la défaite
- La légion : sorte de parti unique est créé
- Charte du travail : elle institue une organisation corporative du travail (fin des syndicats), les corporations sont des organes publics. Volonté de rompre avec l'affrontement des classes qui est censée avoir mené la France à sa perte. Volonté de privilégier la solidarité sociale.
- régénération morale : pour répondre à la faillite des élites, création de l'Ecole des Cadres d'Uriage
- création d'un secrétariat d'état à la jeunesse
- politique dirigiste dans l'économie
- politique antisémite : législation antisémite menée à l'initiative du gouvernement de Vichy sans demande allemande (statut des juifs du 3 octobre 1940 leur interdisant l'accès à la fonction élective, à la fonction publique, à l'armée et introduisant un numerus clausus dans les universités et les professions libérales), la participation française aux déportations a été négociée (mais la police française allait souvent au-delà des demandes allemandes – et les juifs de nationalité française ne furent pas épargnés, contrairement aux accords avec l'Allemagne – sur 300.000 juifs vivant en France, 80.000 ont été déportés).

B- Les formes de la collaboration

Les rapports entre la France et l'Allemagne sont d'abord inscrits dans les conditions d'Armistice : - occupation de la zone Nord (sous administration allemande militaire de Bruxelles) - frais d'occupation exorbitants (58% du revenu national – de quoi entretenir une armée de 10 millions de soldats)

« Pour moi la collaboration des Français n'a qu'un seul sens : s'ils fournissent tout, et de bon gré, jusqu'à ce qu'ils n'en puissent plus, alors je dirai que je collabore » déclarait Hermann Goering.

Comment les partisans de la collaboration ont-ils pu croire les promesses de « donnant-donnant » malgré tous les démentis et toutes les humiliations subies ? Dans les différentes tentatives pour obtenir des garanties d'Hitler, lui-même, les dirigeants de Vichy n'ont jamais rien obtenu. Pourtant l'espoir a toujours été poursuivi.

1) La collaboration économique L'exploitation économique de la France s'est apparentée à un pillage payé avec l'argent français. Dans beaucoup de secteurs économiques, on a vendu à ceux qui pouvaient acheter et donc aux Allemands. Louis Renault disait « une seule chose compte : moi et mon usine. Les autres n'ont qu'à faire pareil. »

2) Le gouvernement de Vichy La thèse du double jeu a été échafaudée en 1944 et avancée dans les procès par les responsables de Vichy. Les autorités de Vichy quelles qu'elles soient ont fait des propositions d'engagement aux côtés de l'Allemagne qui n'ont pas abouti du fait du désintérêt d'Hitler. De même, quand a eu lieu le débarquement en Afrique du Nord, Pétain ordonne de combattre les Américains alors qu'il se contente de protester contre l'invasion de la zone sud par l'armée allemande. Les autorités allemandes ont par ailleurs été tenues au courant des tractations avec les Américains. Laval le disait en 1942 : « je souhaite la victoire de l'Allemagne, car, sans elle, bientôt le communisme s'installera partout en Europe ».

3) La collaboration au service de l'occupant Elle va de la simple délation à la fréquentation mondaine des troupes de l'occupant. La collaboration parisienne (constamment critique à l'égard de Vichy) était utilisée par les Allemands pour faire pression sur Vichy. Les hommes engagés dans la répression (la milice) jouèrent un rôle important dans le régime.

Episode du 12 novembre 1943 :

Pétain projette de se défaire de Laval en le congédiant dans un message à la Nation diffusé à la radio. Au jour et à l'heure annoncés, le message n'est pas diffusé. L'ambassadeur Abetz somme Pétain de nommer des hommes sûrs, avec à leur tête Pierre Laval.

Pour certains collaborateurs le retour en arrière n'est plus possible : les menaces s'intensifient à leur égard (lettres anonymes, inscriptions sur les demeures, dénonciations nominales à la radio de Londres...). Ainsi s'opère une fuite en avant des collaborateurs.

II- Résistance et Libération

La Résistance comme la Libération ont été conçues comme un mythe unificateur. La résistance était une action limitée tant du point de vue de sa puissance que du point de vue du

nombre. A bien des égards elle a été divisée et l'est restée malgré son unification sous l'égide de CDG.

A- Résistance : dissidences et guerre civile

La résistance était une dissidence d'avec le gouvernement français qui avait demandé l'armistice.

Le terme générique de résistance ne doit pas faire oublier les divisions existantes : - intérieur / extérieur - divisions entre les groupes en raison de différentes appartenances politiques

1) La résistance à l'étranger :

Le 17 Juin 1940, CDG part à Londres avec le Général Spears. Il prendra le rôle de chef de la France libre. Ce statut lui fut cependant longtemps disputé par l'Amiral Muselier. Certains exilés refusaient de rejoindre l'équipe de CDG qu'ils voyaient comme sectaire et contre la démocratie. Un soutien à la France libre vint du gouverneur d'Afrique Equatoriale Française Felix Eboué et donna une sorte de base territoriale à la souveraineté gaulliste. CDG est longtemps apparu comme l'homme des britanniques. Il a bénéficié du soutien d'un Churchill agacé et subit la défiance d'un Roosevelt qui le soupçonnait de visées prétorienne et qui maintint un ambassadeur à Vichy jusqu'en 1945. En outre Roosevelt soutint le général Giraud en 1943 avec le projet de placer la France libérée sous gouvernement Américain. En mai 1943 la France Libre s'installa à Alger. Pendant un an CDG et le général Giraud se disputèrent sa direction. CDG finit par évincer Giraud. Le gouvernement de la France libre se livrait à une activité législative par ordonnances et proclamait la nullité des « actes soi-disant lois du gouvernement de Vichy ». Le 2 juin 1944, dans la perspective de la libération, le GPRF fut créé.

2) La résistance intérieure :

Elle s'était d'abord manifestée symboliquement le 11 novembre 1940 (manifestations près des monuments aux morts), puis l'attaque de l'URSS par l'Allemagne en 1941 lança le PC dans la résistance. La formation d'une résistance militaire fut encore encouragée par la création du STO : pour lui échapper, les jeunes gens rejoignirent la résistance à partir de 1943. Les contraintes de la clandestinité imposaient le cloisonnement de la résistance. Le rôle fédérateur de la résistance extérieure en était d'autant facilitée : ainsi Jean Moulin (émissaire de CDG) réussit à unifier la résistance, quoique de façon imparfaite (les communistes gardèrent beaucoup d'autonomie).

B- La Libération

Prendre sa place dans le conflit avait été une des préoccupations principales de CDG : maintenir « le rang » de la France, reprendre sa place dans le camp des vainqueurs. Mais les espoirs de CDG furent en partie déçus : la France ne fut pas conviée aux grandes conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam.

1) Le contrôle de la nouvelle autorité politique

Le GPRF était confronté à la difficile tâche d'affirmer son autorité devant : - les alliés (et le projet d'Amgot) - Vichy (négociations multiples avec Laval qui a cherché un compromis en 1944) - L'Administration (qui avait servi Vichy) - Les différents courants de la résistance intérieure

Dans l'esprit de CDG la libération était une restauration de l'autorité politique légitime. Après quelques ultimes tentatives irréalistes, les principaux responsables de Vichy furent emmenés en Allemagne par les troupes allemandes en retraite. A leur retour ils furent sévèrement punis : Pétain condamné à perpétuité, Laval exécuté... et les collaborateurs furent victimes de l'épuration (environ 10.000 exécutions)

2) Un temps de réformes

Paradoxalement, on peut noter une convergence entre les secteurs modernistes de Vichy et certains secteurs de la résistance sur la modernisation, le dirigisme, la paix sociale... En effet, les contraintes de la reconstruction étaient elles aussi celles d'une économie de pénurie.

Réformes :

- suffrage des femmes
- nationalisations-sanctions
- création de la sécurité sociale
- création du commissariat général au plan

- « un tiers des français s'y étaient résignés, un tiers l'avait repoussée, un tiers l'avait ignorée » (CDG)
- 17 gouvernements en 12 ans (le plus long – celui de Guy Mollet – dura 16 mois)
- augmentation des portefeuilles (ces « trophées » permettent de réussir à coaliser)
- forte rotation des ministres mais grande stabilité du personnel politique – ces jeux politiques sont ressentis par les français comme une confiscation de la souveraineté
- politique keynésienne non avouée
- décolonisation :
- Indochine (Dien Bien Phu – Accords de Genève)
- Algérie (crise de mai 58)
- A l'actif de la IVe République :
- reconstruction
- bases de la croissance économique (aide Marshall et planification) - construction européenne (CECA , CEE, CEEA)
- Au passif de la IVe République :
- déficit chronique du budget
- vagues d'inflation dramatiques
- décolonisation douloureuse (répression des soulèvements au Maroc et à Madagascar, conflit indochinois, obstination à vouloir conserver l'Algérie)

Phase Algérienne de la République Gaullienne

Le Gouvernement Debré

1958 – 1962

- « coup d'état » du 13 mai 1958
- la constitution de 1958 :
 - renforcement de l'exécutif
 - parlementarisme rationalisé

Référendum constitutionnel :

Les partisans du non :

- PC
- Union des Forces Démocratiques (syndicats)

Les partisans du oui :

- SFIO
- Radicaux
- Républicains sociaux
- MRP

La question Algérienne :

1959 discours sur l'autodétermination prononcé par CDG : il proposait qu'après un cessez-le-feu préalable et quelques années de pacification, les populations algériennes puissent choisir entre :

- la sécession
- la francisation (intégration)
- le gouvernement des Algériens par les Algériens appuyé sur l'aide de la France

1961 : référendum sur l'autodétermination : 75% de « oui »

Politique gouvernementale :

- dirigisme économique (avec Antoine Pinay aux finances) : impôts nouveaux, mise en place du nouveau franc ₤ cette politique fut un succès : équilibre budgétaire, petite hausse des salaires et des prix, expansion économique et excédents dans la balance des paiements
- politique de défense : 1960 : bombe atomique française
- émancipation des colonies : la constitution de 1958 prévoyait pour les colonies le choix entre la communauté et l'indépendance
- amitié franco-allemande
- refus de laisser entrer le RU dans la CEE

Les nouvelles règles du jeu politique : - « magistrature du verbe » (nouvel usage des médias – 2 conférences de presse par an) - prééminence présidentielle dans les nouveaux équilibres institutionnels (art. 49 al.3)

Le septennat inachevé de Georges Pompidou

Le Gouvernement Chaban-Delmas – Les Gouvernements Messmer 1969 – 1974

L'Ouverture :

Pompidou souhaite « développer entre l'exécutif et le Parlement tout entier des relations confiantes et constantes ». Il propose une ouverture à l'égard du Sénat.

La Nouvelle Société de Jacques Chaban-Delmas :

- Politique de concertation
- contacts réguliers de l'Etat avec les organisations syndicales
- contrats de programmes avec les entreprises nationalisées
- création du SMIC
- lois sur la formation professionnelle
- libéralisation de l'information : restructuration de l'ORTF en unités autonomes

La politique de Pompidou :

Monopole de la politique étrangère.

Relance de la politique européenne (notamment levée du veto français à l'entrée du RU dans la CEE).

L'unité de la gauche :

Union des trois partis socialistes (UGCS + SFIO + CIR) pour former le PS. En 1972 PS et PC signent le programme commun auquel se ralliera le MRG en vue des élections législatives de 1973. Face à une gauche unie, la droite est divisée : tensions entre Chaban-Delmas et l'UDR, divergences quant au soutien de Pompidou parmi les RI. Pompidou va tenter de briser cette dynamique en annonçant un référendum sur l'élargissement de la communauté européenne en avril 1972. Il mettait ainsi la gauche face à ses contradictions (PS pro-européen et PC anti-européen). La parade de la gauche va être l'abstention. Pompidou obtiendra 68% de « oui », mais il y aura presque 40% d'abstentions.

Les législatives de 1973 :

Le 11 mars 1973 (2e tour), la droite perd une centaine de sièges mais elle conserve, avec ses 275 sièges, la majorité. S'en suit une réelle volonté de reprise en main des choses par l'Elysée. « Démission » du PDG de l'ORTF (Pompidou déclare que la télévision est la voix de la France... c'est la raison pour laquelle il doit la contrôler). Le 2 avril, le décès de Pompidou est annoncé.

Iran : repères chronologiques

VIIe siècle : La Perse est islamisée par les arabes

XVIe siècle : L'Iran devient officiellement chiite avec le Shah Ismaïl

XVIIIe siècle : capitulations

1719 : Début de la dynastie Qadjar

1900 : Le Shah iranien à court d'argent, accorde aux russes le monopole des ressources douanières iraniennes pour 75 ans contre 22 millions de roubles. Les russes font sous-traiter ce travail par les belges.

1906 : Révolte du peuple qui réclame une constitution et un majlis. Une presse politique et des clubs se développent et viennent étoffer les revendications : élections libres, droit de vote, liberté d'expression et d'opinion

Le Shah est obligé de céder et promulgue une constitution en décembre. Elle prévoit :
monarchie constitutionnelle

pouvoir législatif

droit de contrôle du parlement sur les emprunts de l'état

affirme la suprématie du chiisme comme religion d'état (le parlement ne peut contredire la Sharia - loi religieuse -)

Le Shah parviendra à reprendre le pouvoir mais le majlis (élu par une petite partie de la population) est maintenu ainsi que quelques autres droits.

1908 : Découverte du pétrole iranien au sud du pays

1909 : Fondation de l'Anglo-Iranian Oil Company

1912 : Les anglais construisent la plus grande raffinerie du monde à Abadan (ils auront le monopole sur le pétrole iranien jusqu'en 1951)

1921 : Coup d'état de Reza Pahlevi, ministre de la guerre, fin de la dynastie Qadjar

1925 : Reza Pahlevi est élu shah de Perse par le majlis en 1925 (début de la dynastie Pahlevi)

Nationalisation de la Banque impériale de Perse (contrôlée jusqu'alors par les anglais)

Réforme du code civil et création d'une justice séculière

Armée de conscription (dans laquelle on veut créer un sentiment national)

Etablissement d'un état civil (recensement, adoption de patronymes pour les gens)

Le régime impose que les filles soient dévoilées à l'école (d'où déscolarisation des filles)

Création du mariage à durée limitée (forme de légalisation de la prostitution)

1941 : Invasion de l'Iran par les soviétiques au nord et les britanniques au sud : Reza Shah abdique, son fils Mohammad Reza est placé sur le trône

1945 : Apparition d'un mouvement autonomiste kurde

1945-46 : Les soviétiques développent le parti Toudeh (« les masses », PC Iranien)

1946 : République de Mahabad

1951 : Mossadegh, 1er ministre, décide la nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company (elle devient National Iranian Oil Company).

1952 : Le Shah échoue dans sa tentative de renversement de Mossadegh avec l'armée. Le Shah fuit en Suisse.

1953 : « Opération Ajax » menée par les Etats-Unis (fausses manifestations communistes pour faire venir les communistes et faire l'armée iranienne les réprimer) - Mossadegh est arrêté et le Shah rentre au pays

Japon : repères chronologiques

Ere Meiji (« politique éclairée ») : 1868-1912 (règne de Mitsuhiro)

Ere Taishô (« grande justice ») : 1912-1926 (règne de Yoshihito)

Ere Shôwa (« paix rayonnante ») : 1926-1989 (règne de Hiro-Hito)

Ere Heisei (« accomplissement de la paix ») : depuis 1989 (règne de Akihito)

Shôgunat Tokugawa : 1543-1868

Grandes dates :

1543 : arrivée des portugais à Kyushû - début du Shôgunat Tokugawa

1549 : le jésuite François Xavier fonde les premières églises catholiques

1868 : Serment des 5 articles

assemblées délibératives

possibilité pour tous d'accéder à des fonctions administratives

chacun peut poursuivre sa vocation

toutes les nouvelles coutumes seront fondées sur les justes lois de la nature

le Japon s'ouvre aux savoirs du monde entier

1871 : Création du Yen, indexé sur le dollar mexicain

Ecole publique, laïque, obligatoire et mixte

1872 : Obligation de s'habiller à l'occidentale

1873 : Adoption du calendrier chrétien

1877 : Fondation de l'université de Tokyo (Todai)

1879 : les Samouraï perdent leurs deux privilèges

port des deux sabres

droit de ne pas vendre leurs filles

1889 : Constitution japonaise

principe monarchique (avec Tennô divinisé)

rôle réduit du parlement

1890 : Code civil Japonnais

1894 : La GB renonce à l'extra-territorialité au Japon (elle le considère désormais comme l'égal des puissances occidentales).

Première guerre sino-japonaise

1895 : Traité de paix de Shimonoseki avec la Chine

1900 : Révolte des boxeurs en Chine, les comptoirs occidentaux sont attaqués, le Japon les défend.

Premier syndicat japonais : Sodomei

1902 : Traité d'alliance GB - Japon

1904 : Le Japon coule la flotte russe d'orient - Début de la guerre russo-japonaise

1905 : Victoire du Japon contre la Russie (bataille de Tsushima)

1921 : Hiro-Hito devient régent

1923 : Tsunami qui dévaste Tokyo (immense incendie, 10% de la population de Tokyo meurt)
: « colère du poisson-chat »

1926 : Hiro-Hito devient empereur

1930s : apogée de l'idéologie du Kokutai

1930 : Naissance de la secte dérivée du bouddhisme Sōka Gakkai (elle compte désormais 20 millions d'adeptes)

1931 : Début de la seconde guerre mondiale : « Manshu Jihen » (l'indigent mandchou), en réponse à un attentat contre un chemin de fer japonais, ils envahissent la Mandchourie et créent le Mandchokuo, état fantoche dirigé par Pu Yi

Les militaires commencent une expansion en Chine

1932 : Ouverture d'un 2nd front en Chine (vers Shangai)

1936 : Tentative de coup d'état militaire à Tokyo stoppé par le Tennō

1937 : « L'incident chinois » : les japonais font des manœuvres militaires sur le fleuve frontière entre le Mandchokuo et la Chine et un soldat japonais disparaît. Le Japon lance un ultimatum à la Chine puis l'envahit pour récupérer son soldat

1940-41 : Expansion japonaise en Asie du Sud

libération des populations du joug des colonisateurs (humiliation des colonisateurs)
pillages

1941 : Attaque de Pearl Harbour

1944 : Les villes japonaises sont écrasées sous les bombes - les kamikazes (expression extrême du kokutai) entrent en action

1945 : 6 Août : Hiroshima

9 Août : Nagasaki

30 Août : Le Général Mac Arthur débarque à Yokohama, Supreme Commander for the Allied Powers

Programme en 7 points :

désarmement

renvoi des soldats dans leurs foyers

démantèlement des industries de guerre

élections libres

formation de syndicats représentatifs

fin de l'endoctrinement scolaire

droit de vote pour les femmes (elle voteront pour la première fois en 1946)

1945-48 : Procès de Tokyo (jugement de 28 personnes, 7 sont condamnées à mort - procès tronqué car pas d'archives et on ne met en cause ni l'empereur ni son entourage)

1946 : Constitution (Nihon-tō) :

art. 9 : le Japon renonce au recours à la force ou à la menace pour résoudre les problèmes internationaux

Suppression des forces armées, remplacées par des forces d'autodéfense

art. 20 : séparation de l'église et de l'état

la chambre des représentants (élu pour 4 ans) a désormais l'autorité principale

L'empereur Hiro Hito renonce à son ascendance divine

1948 : Nouveau code civil révisé : égalité des sexes

Légalisation de l'avortement et de la contraception

Epuration des militants de gauche, restrictions du droit syndical

1949 : Création du Ministry of International Trade and Industry (qui pilotera l'économie japonaise)

1950s : Affaire du mercure de Miramata (l'opinion publique japonaise est sensibilisée aux problème de la pollution)

1951 : Traité de paix avec les Etats-Unis

Traité de sécurité avec les Etats-Unis qui permet aux américains de rester au Japon pour encadrer les forces d'autodéfense (ce traité doit être reconduit tous les dix ans - il est encore reconduit à l'heure actuelle)

1954 : Création des forces d'autodéfense (désormais elles outrepassent l'autodéfense, cf. intervention en Afghanistan)

1955 : Le Japon intègre le GATT (ce qui entraîne des pressions pour pousser le Japon au libre-échange)

1956 : Abolition de la prostitution (entre en vigueur en 58), mais elle existe encore (cf. les « bains turcs »)

Le Japon entre à l'ONU

1964 : JO de Tokyo - Train à grande vitesse : Shinkansen

Naissance de Komeitô, parti politique issu de la secte Sokô Gakkai

1965 : Adhésion du Japon à l'OCDE

1969 : Création de la fraction japonaise de l'armée rouge (qui soutient la Corée du nord) - elle fait des attentats contre les intérêts américains au Japon

1970 : Exposition universelle à Osaka

Tentative de coup de force par l'activiste d'extrême-droite Mishima

1972 : Attentat à Tel Aviv (24 morts) réalisé par la fraction japonaise de l'armée rouge en soutien au peuple palestinien

1980s : Campagnes de « Japan bashing » aux Etats-Unis

Turquie : repères chronologiques

Les Ottomans battent les Arabes au XIII^e siècle et leur sultan prend le titre de sultan-calife. Les Ottomans seront ainsi à la tête de l'Umma jusqu'en 1924.

1389 : Bataille du « pré des moineaux » au Kosovo (les turcs conquièrent les Balkans - cette bataille est considérée par les serbes comme la défaite originelle qui a formé leur nation)

1453 : Les turcs s'emparent de Constantinople

1492 : Fin de la reconquista : les juifs d'Espagne ont le choix entre se convertir au catholicisme ou partir. Beaucoup migrent vers l'empire ottoman qui leur ouvre les bras (c'est la branche séfarade du judaïsme)

XVI^e siècle : signature des capitulations entre François 1^{er} et Soliman le magnifique : liberté de commerce en méditerranée orientale et protection des sujets français par des consuls français (extra-territorialité), ce qui donne naissance à une catégorie spéciale de population : les levantins.

1529 : Siègne de Vienne par les Ottomans

1683 : Second siège de Vienne par les Ottomans

1805-48 : Règne de Mehmet Ali, vice-roi d'Egypte, il écarte la tutelle ottomane pour fonder une dynastie qui prendra le contrôle de l'Egypte et entreprend une modernisation du pays (armée professionnelle, écoles, développement de la culture du coton, grands travaux entrepris avec les saint-simoniens - Canal de Suez)

1839 : Edit de Gülhane (palais des roses) qui ouvre l'ère des Tanzîmât (mises en ordre)

Grandes réformes apportées par les Tanzîmât :

modernisation de l'armée (création d'une armée de conscription)

réorganisation administrative (découpages administratifs du territoire à la française)

modernisation et unification du droit

modernisation du système scolaire (création d'écoles laïques)

modernisation du système fiscal (un impôt par tête est substitué aux tributs qui étaient cause de pillages)

1864 : Application à l'empire ottoman des découpages administratifs français (provinces, départements...)

1869 : Ouverture du Canal de Suez

1875 : Les anglais qui étaient actionnaires minoritaires du canal de Suez rachètent les parts du vice-roi d'Egypte et deviennent majoritaires, ce qui entraîne des tensions entre France et GB

1876 : Révolution des jeunes ottomans (jeunes officiers, hauts fonctionnaires, journalistes formés à l'occidentale). Ils imposent au sultan Abdül Hamid une constitution (inspirée par la révolution française, elle a transité par les réseaux franc-maçons).

Constitution :

garanties assurant à nos sujets une parfaite sécurité quant à leur vie, à leur honneur et à leur fortune

mode régulier d'asseoir et de prélever les impôts

mode régulier pour la levée des soldats et la durée de leur service

principe de monarchie limitée

création d'un parlement

responsabilité ministérielle

liberté de la presse

Au bout de quelques mois le sultan suspend la constitution « provisoirement » aux motifs que les russes menacent l'empire.

1878 : La GB annexe Chypre (qui faisait partie de l'empire ottoman) dans le cadre de sa politique de contrôle de la route des Indes

1880-82 : Révolte nationaliste en Egypte dirigée par le colonel Ahmed Urâbi (« l'Egypte aux égyptiens ») - les anglais écrasent la révolte

1890s : nombreux pogroms d'arméniens par Abdül Hamid (le « sultan rouge »/ « grand saigneur »)

fin XIXe : création clandestine du Comité Union et Progrès (CUP), parti multi-ethnique des jeunes-turcs

1903 : L'Allemagne obtient la concession d'un chemin de fer : le Berlin-Byzanz-Bagdad Bahn (BBB) ligne dont l'objectif était de se prolonger jusqu'au golfe persique à travers le Koweït (cela constituait une menace redoutable pour la route des Indes)

1905 : révolution étouffée en Russie. Mutineries (cuirassé Potemkine à Odessa) et grèves (notamment ouvriers du pétrole à Bakou) avec 2 revendications : une constitution et une douma. Nicolas II est forcé de céder, mais en l'espace de 3 ans il revient sur tout ce qu'il a donné.

1908 : La révolution jeune-turque :

Abdül Hamid perdant des territoires, la garnison de Salonique se rebelle et fait un coup d'état militaire. Les jeunes-turcs le forcent à rétablir la constitution de 1876 et démissionner au profit de son cousin. Un parlement est élu.

1911-18 : Triumvirat turc : Enver Pacha (ministre de la guerre surnommée « Napoleonik »), Djemal Pacha (ministre de la marine) et Talaat Pacha (chef du CUP, ministre de l'intérieur) - le mouvement jeune-turc se radicalise (voir 1915) - réforme du système judiciaire (indépendant de la religion), développement du système scolaire, autorisation pour les femmes de se dévoiler, abolition des capitulations.

1914 : la Turquie s'engage dans la guerre aux côtés de l'Allemagne

1915 : Génocide des arméniens par le triumvirat jeune-turc

Négociations entre Mac Mahon (représentant britannique au Caire) et le Shérif Hussein pour la création d'un grand royaume arabe

1916-17 : Accords Sykes-Picot - accords secrets sur le partage du Moyen-orient après la guerre - La Turquie disparaît de la carte sauf au nord - Constantinople et les détroits devaient aller à la Russie, mais en 1918 il n'est plus question de donner quelque chose à la Russie... arrivent de nouveaux partenaires :

Etats-Unis partisans d'appliquer le droit des peuples à disposer d'eux-même

Grèce qui souhaite recréer l'empire byzantin et intervient militairement pour récupérer

Constantinople et l'Anatolie

1917 : L'empire russe éclate

1918 : Armistice de Moudros : capitulation sans condition

Kemal est envoyé comme inspecteur général des armées en Anatolie (il est le seul vainqueur turc - il a gagné dans les Dardanelles)

Il crée une assemblée nationale à Ankara

1920 : traité de Sèvres - la Turquie est démantelée (ce traité ne sera jamais ratifié)

1921-24 : La constitution prévoit que la religion turque est l'islam

1922 : Kemal reprend Smyrne - armistice général

Annulation du traité de Sèvres

Fin de l'empire ottoman votée par l'assemblée nationale d'Ankara (i.e. fin du sultanat mais pas du califat)

1923 : Traité de Lausanne : la Turquie retrouve ses frontières de 1914

Proclamation à Ankara de la république turque, élection de Kemal comme son 1er président (il présidera jusqu'en 1938)

1924 : Abolition du califat

1925 : Constantinople devient Istanbul

1928 : Suppression de la référence à l'Islam dans les textes constitutionnels

1930 : Droit de vote accordé aux femmes (en 1934 elles voteront aux législatives)

1936 : Convention de Montreux accordant à la Turquie la surveillance des détroits du Bosphore et des Dardanelles

1937 : La république turque est un état laïque

1941 : La Turquie signe un traité de non-agression avec l'Allemagne

1943 : Staline demande une révision de la convention de Montreux de 1936, il veut internationaliser les détroits (il renouvellera cette demande en 1945 à Yalta)

1945 : En février la Turquie déclare la guerre à l'Allemagne par opportunisme pour participer aux conférences des nations unies (nations ayant gagné la guerre)

Staline dénonce les accords entre URSS et Atatürk de 1925 : il réclame des territoires de l'est de la Turquie, l'URSS veut assurer avec la Turquie la surveillance des détroits en installant une base aéronavale à proximité d'Istanbul

1947 : Discours de Truman sur le « containment » (« doctrine Truman ») au cours duquel il évoque la Turquie, menacée par l'URSS

1947-48 : adhésion à l'OSCE, au plan Marshall, au conseil de l'Europe (envoi d'un contingent militaire en Corée sous l'égide de l'ONU)

1952 : Adhésion à l'OTAN

Le Japon de l'empire du Tennô aux Shôgun Tokugawa

De l'empire du Tennô à l'isolationnisme des Shôgun Tokugawa (XVe - milieu du XIXe)

La vraie tradition du Japon, c'est la modernité. Il existe au Japon une double volonté d'être modernes et d'être au premier rang et ceci en adoptant tous les éléments qui le permettent (ex. : au 1er millénaire lors de la confrontation avec la Chine le Japon a pris des éléments culturels à celle-ci pour rester au même niveau). Le Japon est caractérisé par le « symptôme de la barbarie », i.e. la crainte permanente d'être en retard, méprisé par les autres, dépassé... de perdre la face. D'où l'assimilation d'éléments extérieurs pour se moderniser. Ce n'est pas pour autant que les modes de vie ou les valeurs japonaises sont ébranlées lors de l'introduction d'éléments nouveaux car ce processus est très contrôlé.

Il est indispensable de sortir des stéréotypes sur le Japon tels que :

la culture du consensus (il y a des conflits)

l'homogénéité de la nation (il y a une vraie diversité régionale et sociale)

le respect absolu de la hiérarchie et de l'autorité (l'histoire japonaise a été traversée par des crises)

L'insularité a favorisé la spécificité japonaise. On peut noter cinq caractères identitaires :

la langue (très complexe - 2000 idéogrammes, 6 niveaux de langage)

la continuité dynastique bimillénaire d'origine divine (les Tennô descendent d'Amaterasu, déesse-soleil, depuis environ 600 avant JC - existence d'une identité nationale singulière, mise en valeur notamment par le nihonjinron, les études universitaires sur la « nipponité »)

le bushido, code des valeurs guerrières (les guerriers étaient au sommet de la pyramide sociale, leurs valeurs ont fortement imprégné la culture japonaise : obéissance, abnégation, sacrifice, obligations réciproques, discipline collective)

les exigences de la civilisation du riz (pratique agricole qui requiert énormément de travail - collectif - et un strict respect du calendrier, la riziculture représente 95% des activités agricoles)

la volonté de rester au premier rang (volonté permanente d'être moderne)

Du Japon impérial au Japon féodal (Ier - XVIe)

Un système impérial inspiré du modèle chinois

La civilisation chinoise est antérieure à la civilisation japonaise, par conséquent le Japon va importer des éléments de la puissance chinoise pour construire sa culture (pendant longtemps la Chine a été son modèle de référence). Les japonais vont utiliser la langue chinoise, le bouddhisme pénétrera au Japon via la Chine, l'influence chinoise se fera également sentir dans le domaine administratif (gouvernement centralisé, concours administratifs...).

En 604 est élaborée la première constitution japonaise : elle établit un Etat impérial et centralisé, le respect de l'autorité impériale et l'interdiction des clans.

L'individu n'existe pas autrement que dans des rapports d'autorité : « chacun à sa place se comporte selon sa situation ».

De la cité impériale centralisée au Japon féodal décentralisé (Xe - XVIe)

Les grands féodaux montent progressivement en puissance et les empereurs s'enferment dans leurs palais (à cultiver la calligraphie et les lettres). Ils laissent le pouvoir aux « daimyô » (« grands noms »), les grands feudataires. Ceux-ci s'appuient sur les « samouraï » (guerriers sans terres) pour contrôler le Japon.

Ce système féodal sera supprimé dans les années 1870.

La recentralisation par le shôgunat à partir du XVIe siècle

Il existait un double pouvoir politique : d'un côté l'empereur (à Kyoto) qui règne mais ne gouverne pas (fonction symbolique et religieuse), et de l'autre le Shôgun (à Edô), chargé des affaires politiques et militaires (il est le 1er des féodaux). Le Shôgun exerce le « bafufu » (« pouvoir sous la tente » - il voyageait pour imposer son autorité). Progressivement les Shôgun prennent l'ascendant sur les féodaux et recentralisent le Japon (vers les XVe-XVIe siècles). Le premier Shôgun à exercer son autorité sur tout le territoire est Tokugawa Seyasu (1543-1616), il fondera une dynastie qui gouvernera le Japon jusqu'en 1868 (c'est le « Shôgunat Tokugawa »)

Les Shôgun Tokugawa, ouverture et repli du Japon (XVIe - milieu du XIXe)

Les pouvoirs des Shôgun

Ils sont déterminés par le Tennô (qui les lui délègue). A partir des Tokugawa, les pouvoirs viennent du Shôgun lui-même. Cependant le Shôgun continue à respecter le pouvoir impérial (l'armée est celle de l'empereur, même s'il en est le généralissime - l'empereur est le chef du shintoïsme, la religion officielle).

Le Shôgun ne prend de décisions qu'après avoir consulté tout le monde, le gouvernement est anonyme, le Shôgun délègue ses pouvoirs à des commissaires de police.

Les Daimyô sont contraints de résider une année sur deux à Edô et l'autre dans leur fief pendant que leur famille reste à Edô (ainsi le Shôgun dispose d'un moyen de les lier à lui).

L'arrivée des occidentaux (milieu du XVIe)

Jusqu'au XVIe le Japon était isolationniste, à partir du XVIe il va connaître une première phase d'ouverture : les portugais arrivent au sud du Japon en 1543 (sur l'île de Kyushû). Le jésuite François Xavier arrive en 1549 et fonde les premières églises catholiques (quelques Daimyo se convertissent et forcent leurs paysans à en faire autant - en quelques décennies il y aura 300.000 catholiques au Japon).

Durant la 2e moitié du XVIe siècle, d'autres européens arrivent (=> diffusion des armes à feu). Apparition de comptoirs japonais et de quartiers japonais sur le continent asiatique (sabres et éventails étaient très prisés).

Les relations avec le Christianisme : de la tolérance à l'expulsion (milieu XVIe - milieu XVIIe)

Au départ les missionnaires catholiques sont tolérés (quelques Shôguns pensent qu'ils peuvent aider à la lutte contre le bouddhisme), mais comme les missionnaires chantent les louanges du pape, les Shôguns craignent qu'ils ne veuillent intervenir au Japon.

Les Shôguns voient deux types de chrétiens :

les catholiques (prosélytes)

les protestants (britanniques, hollandais - commerçants)

Dans les années 1630-40, le prosélytisme catholique est interdit et on interdit aux japonais de pratiquer cette religion. On ferme le pays aux occidentaux sauf aux hollandais.

La restriction du commerce extérieur et le repli du Japon sur lui-même (XVIIe - XIXe)

Expulsion des jésuites, interdiction de pratiquer la religion, expulsion des catholiques (espagnols et portugais), puis interdiction du commerce extérieur. Les deux seules fenêtres ouvertes sont vers la Chine et vers les hollandais (on leur donne une île dans le détroit de Nagasaki - ils n'ont pas le droit de fouler le sol japonais).

La révolution kémaliste en Turquie

Une occidentalisation contrainte (1923 - 1938)

Le despotisme éclairé de Mustapha Kemal

La Turquie est un des rares pays où il existe encore un culte de la personnalité. L'objet de ce culte est Mustapha Kemal, dit « Atatürk » (père des turcs).

Mustapha Kemal (« le parfait »), Ghazi, Atatürk, Boz Kurt

Un des mythes fondateurs de la culture turque est que le peuple turc descend d'enfants sauvés par une louve.

Le vainqueur des Dardanelles et des Grecs

Né à Salonique en 1881 (au milieu d'une population très hétéroclite), Kemal fut en 1915-16 le vainqueur dans les Dardanelles (contre les alliés - ce fut la seule victoire ottomane), il fut également le vainqueur contre les grecs en 1922. Il fit ses études à l'académie militaire.

2 points caractéristiques :

il n'est pas convaincu de la longévité de l'empire ottoman

il a un certain contentieux avec l'islam (notamment un penchant pour l'alcool - il mourra d'une cirrhose du foie)

Modèles et références : L'Europe des Lumières, la France

Il avait dans sa bibliothèque tous les classiques de la littérature française des XVIIIe et XIXe siècles. Il fut influencé par les Lumières, la Révolution Française et Napoléon. Il aura pour objectif de faire de la Turquie un état moderne et européen (...par le biais d'un certain jacobinisme). Idéologiquement, cet objectif repose sur la volonté de faire émerger un « homme nouveau ».

Les méthodes : volontarisme, brutalité, populisme

Pour moderniser le pays, Kemal opère une rupture avec le passé impérial (un « saut dans le temps »).

Dans sa façon de gouverner il a trois modèles de référence :

Pierre le Grand (fondateur de St Petersburg en 1703 - Kemal veut lui aussi bâtir une capitale pour son empire)

Frédéric II de Prusse (créateur de l'armée prussienne)

Napoléon Bonaparte (pour sa modernisation de l'Europe à travers la diffusion des codes)

Kemal instrumentalise le mythe originel de la création du peuple turc pour légitimer son action politique.

Une république arbitraire sinon dictatoriale

Les institutions Kémalistes : un exécutif présidentiel fort

République parlementaire. Suffrage Universel masculin jusqu'en 1930. Elections législatives tous les 4 ans (principe de souveraineté populaire). L'assemblée élit le président, il est responsable devant elle.

Le président de la république a des pouvoirs très étendus. En fait le système est très autoritaire.

De plus, d'autres facteurs jouent :

les cadres de la république turque sont des « pachas en civil », ils ont gardé leur raisonnement militaire

la population est incitée à adopter des pratiques occidentales notamment à travers l'école (qui est un véritable appareil idéologique d'état)... ce phénomène a d'autant plus d'importance que la Turquie connaît sous Kemal une scolarisation massive des garçons et des filles
Kemal joua un rôle d'instituteur qui « éduque » son peuple, c'est « l'Etat-Papa » (Etat-providence à la turque).

La dictature des années 1930 : le Parti Républicain du Peuple, parti unique

Les années 1930 sont celles de la crise économique, dorénavant il n'y a plus qu'un seul parti en Turquie, c'est le PRP (Parti Républicain du Peuple). Le Kémalisme se radicalise, pourtant c'est Kemal lui-même qui fait créer un parti de l'opposition.

Transformations sociales et nouvelle classe politique

La vieille classe politique istanbuliste a disparu dans la révolution. La capitale est transférée de Constantinople à Ankara, beaucoup de minorités sont parties ou ont disparu durant la guerre (la seule minorité restante est celle des juifs). Une redistribution des terres laissées derrière eux par les Grecs lors de leur retraite est opérée. Un capitalisme turc apparaît autour d'un petit nombre de familles.

La construction d'une identité nationale

Une « révolution culturelle » ?

Le choix symbolique d'une nouvelle capitale : Ankara contre Istanbul

Pour créer une capitale moderne, Kemal fait appel à des architectes occidentaux (notamment des italiens d'où le style mussolinien de l'architecture d'Ankara). On y trouve beaucoup de statues qui sont autant de représentations de « l'homme nouveau », et la ville ne compte qu'une seule mosquée (ce qui montre un certain détachement d'avec la culture islamique).

La « novlangue » : épuration et turquisation de la langue

En 1928 Kemal décrète le passage à l'alphabet latin, l'alphabétisation des populations à l'école se fait directement en alphabet latin.

La société de la langue turque est chargée de prendre les dictionnaires ottomans et d'en supprimer les mots d'origine arabe ou persane. Si des termes de substitution ne peuvent pas être trouvés à l'aide de racines turques, on prend le mot en français et on y ajoute un suffixe turc. C'est l'occasion d'unifier la langue turque.

La réécriture de l'histoire : le Grand Discours d'octobre 1927

Kemal fonde la fondation de l'histoire turque. En 1927, dans son Grand Discours (36h30mn) il pose les bases de l'identité nationale.

Le problème c'est que les turcs ont deux patries :

celle des frontières de la république turque (i.e. l'Anatolie)

la zone qui va de la Turquie jusqu'à la Chine (il existe une continuité historique entre les grands empereurs turco-mongols et Kemal)

L'idéologie de la République Turque est le principe de la petite Turquie (d'où une sorte de schizophrénie, un « paradoxe turc »).

Indépendance, neutralité et prosélytisme

Le principe de gouvernement turc est le suivant : paix dans le pays et paix dans le monde.

Règlement des contentieux et neutralité

Dans les années 1930, signature de traités d'amitié bilatéraux avec l'ensemble des pays de la région et recherche d'une politique isolationniste.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale (1944-45), la Turquie sort de sa neutralité pour basculer dans le camp occidental sous la pression de Staline.

Le prosélytisme : l'impact régional du « modèle kémaliste »

La Turquie devient un modèle pour les pays qui cherchent à se moderniser et se développer (notamment Iran et Afghanistan).

Turcité contre Panturquisme

La Turcité est la nouvelle identité turque : être citoyen turc, parler la nouvelle langue et s'émanciper du panturquisme.

Le Panturquisme connaît un renouveau dans les années 1930. Il trouve comme allié Hitler qui voit en lui un moyen de démanteler l'empire russe (mais l'armée allemande s'arrêtera à Grozny sans pouvoir atteindre Bakou et ne pourra donc pas jouer cette carte).

Le pays le plus enthousiaste à l'égard des évolutions en Turquie est la France (Kemal y bénéficie de soutiens aussi bien à gauche qu'à droite - les communistes furent réticents jusqu'à la signature du traité d'amitié entre Turquie et URSS en 1924). En effet la Turquie remplit les critères du modèle français.

Les femmes dans la Turquie nouvelle, ou les limites d'une émancipation autoritaire

1932 : Mademoiselle Halis est élue Miss Monde

Dans les années 1900, les prémices du processus d'émancipation des femmes sont palpables : une presse féminine voit le jour, des revendications émergent (scolarisation des filles, monogamie, droit de vote...). En 1908 de nombreuses femmes participent aux meetings lors de la révolution des jeunes turcs. Les femmes font irruption dans l'espace public.

Plus tard, c'est la guerre qui implique les femmes dans la vie économique et sociale (dans les usines, comme infirmières, comme assistantes...).

La question des droits politiques

Kemal entend émanciper les femmes (cela fait partie du processus de modernisation du pays). L'objectif du nouveau code civil est d'ailleurs d'établir l'égalité hommes-femmes au plan juridique (en matière de divorce, d'autorité parentale, d'héritage - le mariage civil est rendu obligatoire - interdiction de la répudiation et de la polygamie).

Kemal lutte contre le port du voile à travers une campagne prônant le fait de se déplacer « en cheveux ». Le port du voile est interdit dans les écoles.

Développement des sports collectifs auxquels participent les femmes, embauche de femmes dans les bureaux à condition qu'elles soient vêtues à l'occidentale (et maquillées).

Kemal introduit des bals mixtes et impose à la radio nationale turque de passer des musiques occidentales.

Les femmes votent en 1930 aux élections locales et à partir de 1934 également aux élections législatives (la Turquie est le premier pays musulman à donner le droit de vote aux femmes).

Les paradoxes du Congrès Suffragiste International de 1935

En avril 1935 a lieu le 1er congrès de l'association internationale pour le suffrage des femmes (AISF - mouvement né à Berlin en 1904). Il y a 238 déléguées au Congrès et toutes font un discours sur l'émancipation des femmes en Turquie, mais après la fin du Congrès les organisations féministes turques sont dissoutes.

L'émancipation a bien eu lieu mais c'est une émancipation particulière :

elle existe essentiellement dans les villes (à la campagne les fonctionnements traditionnels persistent)

c'est un féminisme d'Etat (et cela montre les limites de ce genre d'attitude : les réformes ne sont jamais venues d'en bas)

« Laiklik » : laïcisme et laïcité kémalistes

Kemal prend des mesures de laïcisation et pour ce faire s'inspire de la loi de 1905 française (loi de séparation de l'église et de l'état).

Les mesures de laïcisation

L'abolition du califat le 3 mars 1924

Kemal manifeste très tôt son anti-cléricalisme (« l'islam est un cadavre putréfié »). Selon lui, pour devenir moderne, la Turquie doit rompre avec le poids de l'islam, d'où l'abolition du califat (suite à celle du sultanat). Il s'agit là d'une rupture fondamentale. Le califat avait été récupéré par les ottomans au XIVe siècle, cela signifiait qu'ils prenaient la tête de l'ensemble de l'Umma (i.e. la communauté musulmane mondiale). La suppression du califat signe une rupture entre la Turquie et le reste de l'Umma et laisse cette dernière sans autorité suprême.

La Laïcité dans les textes constitutionnels

1921-24 : l'article 2 prévoit « la religion de l'Etat turc est l'Islam »

1928 : suppression de la référence à l'Islam

1937 : la république turque est un Etat laïc

La Laïcité turque vise à accroître le contrôle de l'Etat sur l'Islam. Ce contrôle est opéré par deux moyens :

la direction des affaires religieuses (détachée auprès du premier ministre) : chargée du contrôle de l'ensemble du personnel religieux (immams, muezzins etc deviennent fonctionnaires de l'Etat qui contrôle leur formation et leur rémunération) et qui a un pouvoir de censure sur les ouvrages religieux.

la direction des fondations pieuses : chargée de la sécularisation des biens du clergé

La Laïcisation sociale et des mœurs

La Laïcisation ne se fait pas de façon complètement radicale, elle se fait aussi à travers des éléments rendant la pratique religieuse plus difficile :

les appels à la prière se font désormais en turc et plus en arabe

les textes coraniques sont traduits en turc

adoption du calendrier chrétien

le vendredi les gens travaillent

les écoles musulmanes sont nationalisées

la révolution de la casquette : le port du fez avait été imposé en 1876 comme symbole de la modernité, pour Kemal c'est un archaïsme, « la casquette empêchera le croyant de frapper son front par terre quand il fera sa prière » - Kemal régleme aussi les coupes de cheveux, les favoris et les moustaches

Eléments d'analyse du laïcisme kémaliste

La laïcité française c'est la séparation de l'église et de l'état (l'état n'intervient pas dans le champ religieux). La laïcité turque est une laïcité de combat (la religion est sous tutelle de l'état).

L'impact régional et international de la nouvelle laïcité

Après l'abolition du califat, la Turquie est mise au ban de la communauté musulmane. Le seul autre pays musulman connaissant une relative laïcisation est la Tunisie de Bourguiba.

Cette révolution par le haut qui a forcé le changement social a provoqué un mécontentement soit latent, soit ouvert (notamment plusieurs soulèvements kurdes).